

Le nombre de droits d'accès exercés a augmenté de nouveau et s'est élevé à 130 787 demandes en 2008. En moyenne, 162 demandes écrites par jour ouvrable ont été traitées et 335 personnes par jour ouvrable se sont adressées aux guichets des agences de la Banque nationale de Belgique. Depuis juin 2008, le droit d'accès peut s'exercer aussi par internet pour ceux qui disposent d'une connexion internet, d'une carte d'identité électronique et du lecteur de carte ad hoc. Le succès de cette procédure prouve qu'elle répond à un besoin : 8,4 p.c. des demandes d'information du deuxième semestre 2008 se sont effectuées par internet (en moyenne 43 demandes par jour ouvrable).

En cas de contestation des données enregistrées à son nom, la personne concernée peut faire appel aux services de la Centrale qui contactera le prêteur ayant effectué la communication afin de réexaminer le dossier. Le cas échéant, l'existence d'une contestation est indiquée dans le fichier et communiquée aux prêteurs lors d'une consultation éventuelle.

#### 5. Rapport statistique

Dans le cadre de la problématique du surendettement, diverses institutions et instances demandent régulièrement à la Banque nationale de Belgique des informations de toute nature concernant le nombre et l'évolution des personnes et des contrats enregistrés dans la Centrale. La Banque nationale de Belgique publie un rapport statistique spécifique qui est actualisé semestriellement. Il peut être consulté sur le site internet de la Banque nationale de Belgique ([www.nbb.be](http://www.nbb.be)).

Het aantal aanvragen tot inzage is opnieuw toegenomen tot 130 787 in 2008. Het aantal schriftelijke aanvragen bedroeg gemiddeld 162 per werkdag, terwijl gemiddeld 335 personen per werkdag zich gewend hebben tot de loketten van de vestigingen van de Nationale Bank van België. Sinds juni 2008 kan het inzagerecht ook uitgeoefend worden via internet voor al wie beschikt over een internetverbinding, een elektronische identiteitskaart en een bijhorende kaartlezer. Dat er een nood aan dit nieuwe kanaal was, blijkt uit het succes van deze procedure : 8,4 pct. van de informatieaanvragen in het tweede semester van 2008 gebeurde via internet (gemiddelde 43 aanvragen per werkdag).

In geval van betwisting van de op zijn naam geregistreerde gegevens kan de persoon beroep doen op de diensten van de Centrale, die contact zal opnemen met de kredietgever die de melding gedaan heeft teneinde het dossier opnieuw te onderzoeken. In voorkomend geval wordt het bestaan van een betwisting toegevoegd aan het bestand en mee gedeeld aan de kredietgevers naar aanleiding van een eventuele raadpleging.

#### 5. Statistisch verslag

In het kader van de problematiek van de overmatige schuldenlast, vragen verschillende instellingen en instanties regelmatig aan de Nationale Bank van België allerhande informatie betreffende het aantal en de evolutie van de in de Centrale geregistreerde personen en contracten. De Nationale Bank van België publiceert een specifiek statistisch verslag dat halfjaarlijks wordt geactualiseerd. Het kan op de website van de Nationale Bank van België ([www.nbb.be](http://www.nbb.be)) worden geraadpleegd.

## GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

#### Landbouw en Visserij

[C – 2009/35557]

**Officieel bericht over de indexatie van de retributies voor de plantaardige sector zoals bepaald in artikel 15 van het besluit van de Vlaamse Regering van 19 januari 2007 houdende vaststelling van de retributies voor de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi, voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de sector van het plantaardige teeltmateriaal en voor de keuring van dat materiaal**

Artikel 15 van het besluit van de Vlaamse Regering van 19 januari 2007 bepaalt dat de retributies met 5 % verhoogd worden op 1 juli van het jaar na het jaar waarin het indexcijfer van de consumptieprijzen 5 % gestegen is ten opzichte van het basisindexcijfer. Het basisindexcijfer is het indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 juli 2007.

De index van de consumptieprijzen bedroeg op 1 juli 2007 106,57; op 1 juni 2008 was deze gestegen tot 112,28 en dit is een stijging van meer dan 5 %.

Vanaf 1 juli 2009 zullen de retributies vastgelegd in het besluit van de Vlaamse Regering van 19 januari 2007 houdende vaststelling van de retributies voor de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi, voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de sector van het plantaardige teeltmateriaal en voor de keuring van dat materiaal dan ook met 5 % verhoogd worden.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2009/202697]

### 3 JUIN 2009. — Circulaire du Gouvernement wallon relative à l'achat de papier à copier ou imprimer

Au cours de sa séance du 29 mars 2007, le Gouvernement wallon a approuvé un plan d'actions global en vue d'insérer des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics en Région wallonne.

La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences, doivent remplir une fonction d'exemple et mettre en œuvre les préoccupations environnementales dans leurs activités respectives, parmi lesquelles les marchés publics de travaux, de fournitures et de services qu'elles passent.

Les services du Gouvernement wallon prévoient à cet effet dans leurs cahiers spéciaux des charges des stipulations conformes à la présente circulaire.

Sont invités à faire de même pour ce qui les concerne : les organismes d'intérêts publics dépendant de la Région wallonne, les provinces et communes ainsi que les organismes qui en dépendent et qui ont la qualité de pouvoir adjudicateur, les associations formées par un ou plusieurs des pouvoirs adjudicateurs précités.

#### 1. Champ d'application, définitions et recommandations additionnelles à l'attention des pouvoirs adjudicateurs.

##### 1.1. Objet.

Tout marché public impliquant l'achat ou l'utilisation de papier à copier et/ou à imprimer porte sur du papier respectueux de l'environnement.

#### 1.2. Définitions.

1° Papier à copier ou imprimer : papier destiné à être utilisé dans des imprimantes, des photocopieuses, des fax, ... en ce compris le papier à en-tête, vendu en feuilles ou en rouleaux et présentant un grammage inférieur ou égal à 170 g/m<sup>2</sup>, à l'exclusion des formulaires et autres documents pré-imprimés, des papiers spéciaux (papiers autocopiants, étiquettes, ...) et des produits finis tels que blocs de feuilles, cahiers, calendriers ou agendas.

2° Papier respectueux de l'environnement : papier respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

a) sa production n'a requis que peu ou pas de substances nocives pour l'environnement tant au stade de la production de la pâte à papier qu'à celui de la production du papier lui-même;

b) il est composé :

- soit à base de 100 % de fibres recyclées;
- soit à base de 100 % de fibres vierges provenant de sources légales. Dans ce cas, le pourcentage de fibres provenant de forêts gérées durablement représente au moins 70 % ;
- soit à base d'un mélange de fibres recyclées et de fibres vierges. Dans ce cas, les fibres vierges proviennent de sources légales et la somme du pourcentage de fibres recyclées "post-consumer" et du pourcentage de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement représente au moins 70 % .

3° Fibres vierges provenant de sources légales : fibres vierges provenant

— soit de forêts situées dans un Etat membre de l'Union européenne et gérées conformément aux législations nationales applicables;

— soit de forêts gérées en dehors de l'Union européenne et importées sous le couvert d'une autorisation "FLEGT" (Forest Law Enforcement, Governance and Trade) telle que définie par le **Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne.**

4° Forêts gérées durablement : forêts dont la gestion durable a été certifiée par un organisme indépendant sur la base de critères reconnus sur le plan international. Par critères reconnus sur le plan international, on entend notamment les principes et mesures visés au point 3 de l'annexe de l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique (Décision 2002/741/CE) ou toute version officielle ultérieure de ces principes et mesures.

5° Fibres recyclées post-consumer : fibres recyclées provenant de papier récupéré. Les fibres provenant de cassés de fabrication ne sont pas considérées comme des fibres recyclées post-consumer.

#### 1.3. Recommandations complémentaires.

Certaines caractéristiques n'entrent pas à proprement parler dans la définition du papier respectueux de l'environnement mais peuvent néanmoins être recommandées à titre complémentaire :

1° Opacité du papier.

Les utilisateurs de papiers à copier ou imprimer sont encouragés à imprimer recto-verso dans un objectif de réduction de la consommation de papier. Afin de favoriser les impressions recto-verso, il est pertinent d'intégrer dans les spécifications techniques une mention relative à l'opacité du papier.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer la spécification technique suivante : "L'opacité du papier est au moins de 90 % selon la norme ISO 2471. La preuve du respect de cette spécification technique est apportée par un rapport d'essai du fabricant ou d'un organisme reconnu effectué conformément à la norme ISO 2471."

2° Blancheur du papier.

La blancheur du papier résulte de l'utilisation d'adjuvants chimiques à la production. Pour limiter l'utilisation de tels adjuvants, le pouvoir adjudicateur peut se référer aux normes ISO 11475 et ISO 11476.

3° Compatibilité du papier avec le parc de machines à copier et imprimer.

Il est conseillé au pouvoir adjudicateur de demander aux soumissionnaires de garantir que le papier proposé est compatible avec son parc de machines dont la liste figurera en annexe au cahier des charges.

4° Résistance au vieillissement.

Pour des fonctions d'archivage, il est recommandé de demander que le papier présente une résistance au vieillissement satisfaisante. Le pouvoir adjudicateur peut se référer à la norme DIN 6738.

Clauses environnementales.

##### 2.1. Remarque introductive.

L'objectif d'acquiescer du papier respectueux de l'environnement est poursuivi par le biais combiné de spécifications techniques et de critères d'attribution.

##### 2.2. Spécifications techniques

###### 2.2.1. Matières premières.

Sont seuls acceptés :

- soit du papier composé de 100 % de fibres recyclées, avec au minimum 65 % de fibres post-consumer;
- soit du papier composé de 100 % de fibres vierges provenant de sources légales. Dans ce cas, le pourcentage de fibres provenant de forêts gérées durablement représente au moins 70 % des fibres;
- soit du papier composé d'un mélange de fibres recyclées et de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement. La somme des fibres recyclées post-consumer et des fibres provenant de forêts gérées durablement atteint au moins 70 % . L'ensemble des fibres vierges provient de sources légales.

###### 2.1.2. Procédé de blanchiment.

Seuls sont acceptés :

- soit du papier produit à partir de pâte qui n'a pas été blanchie;
- soit du papier produit à partir de pâte qui a subi un procédé de blanchiment ECF (elementary chlorine free) ou TCF (totally chlorine free).

###### 2.1.3. Substances chimiques.

Le papier doit avoir été fabriqué sans adjonction d'azurants optiques auxquels est ou peut être attribué au moment de l'application l'une des phrases de risque (éventuellement en combinaison) suivantes : R50, R51, R52 et R53.

Le papier doit être exempt de polymères synthétiques, colles, enduits ou colorants classés comme cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction au sens de la Directive 67/548/CEE.

###### 2.1.4. Emballages.

Au moins 80 % des fibres des emballages se composent de fibres recyclées "post-consumer" et/ou de fibres vierges provenant de forêts gérées durablement.

Le PVC (polychlorure de vinyle) et le PVDC (polychlorure de vinylidène) ne sont pas acceptés dans les emballages.

Le papier et le carton d'emballages sont produits à partir de pâte qui n'a pas été blanchie ou à partir de pâte qui a subi un procédé de blanchiment ECF ou TCF.

### 2.3. Critères d'attribution.

Les critères d'attribution fondés sur le caractère respectueux de l'environnement comptent pour 17 points sur 100, répartis comme suit :

- l'origine des matières premières : 15 points;
- le mode de conditionnement : 2 points.

Les systèmes de cotation sont explicités ci-après.

#### 2.3.1. Matières premières (cote maximale 15 points)

En cas de papier composé à 100 % de fibres recyclées : il est attribué 0,15 point par % de fibres recyclées post-consumer intervenant dans la composition du papier.

En cas de papier composé à 100 % de fibres vierges : il est attribué 0,10 point par % de fibres provenant de forêts gérées durablement.

En cas de papier composé de fibres vierges et de fibres recyclées : il est attribué 0,15 point par % de fibres recyclées post-consumer et 0,10 point par % de fibres provenant de forêts gérées durablement. Si les moyens de preuve apportés par le soumissionnaire ne mentionnent que le total de ces deux types de fibres sans apporter d'information sur leurs proportions respectives, il est attribué 0,10 point par % de fibres recyclées post-consumer et par % de fibres provenant de forêts gérées durablement.

#### 2.3.2. Mode de conditionnement (cote maximale 2 points).

Il est attribué 1 point pour le papier livré sur palettes réutilisables de type "europalettes" ou équivalentes.

Il est attribué 1 point pour le papier dont l'emballage des palettes ne comporte pas de films plastiques.

### 2.4. Preuves de conformité.

#### 2.4.1. Origine des Fibres.

##### 1° Fibres recyclées et fibres post-consumer.

La preuve relative à la teneur totale en fibres recyclées et à la teneur en fibres post-consumer est apportée par l'un des moyens suivants :

##### a) un label :

— soit le label écologique "Blue Angel" : Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14. Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 % ;

— soit le label "certifié PEFC et recyclé" (<http://www.pefc.org/>) si celui mentionne que le pourcentage de matière première recyclée s'élève à 100 % . Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 % ;

— soit le label "FSC Recycled 100 %". Dans ce cas, la teneur en fibres post-consumer vaut 100 % ;

##### b) En l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou ce rapport doit établir tant la teneur totale en fibres recyclées que la teneur en fibres post-consumer.

Par organismes reconnus, on entend les laboratoires d'essai, de calibrage, les organismes d'inspection et de certification reconnus conformes aux normes européennes leur applicables. Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

##### 2° Fibres vierges provenant de sources légales.

La preuve de la légalité des sources de fibres est apportée par un des moyens suivants :

— pour les fibres provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une autorisation FLEGT telle que définie par le **Règlement (CE) n° 2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne, précisant la source des fibres;**

— l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique (2002/741/CE), précisant la source des fibres;

— l'Ecolabel Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document, précisant la source des fibres;

— la "certification FSC" pour Forest Stewardship Council (<http://www.fsc.org/>), précisant la source des fibres;

— la "certification PEFC" pour Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes (<http://www.pefc.org/>), précisant la source des fibres;

— pour les fibres provenant de l'Union européenne, un document officiel émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre dont les fibres sont originaires, ou d'un organisme reconnu, attestant de la légalité de la source des fibres.

##### 3° Fibres vierges provenant de forêts gérées durablement.

La preuve relative à la teneur en fibres vierges provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants :

— la "certification FSC" pour Forest Stewardship Council (<http://www.fsc.org/>);

— la "certification PEFC" pour Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes (<http://www.pefc.org/>);

— l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique (2002/741/CE);

— une certification équivalente réalisée par un organisme indépendant appliquant l'ensemble des critères internationaux visés par l'une ou l'autre des deux certifications précitées et garantissant que le bois est issu de forêts gérées de manière durable.

Les soumissionnaires joignent à leur offre la preuve de la certification et, en cas de certification autre que FSC ou PEFC, tous les documents et attestations établissant le respect des critères minima de certification.

##### 4° En cas de papier composé de fibres recyclées et de fibres vierges.

La preuve de la légalité des sources de fibres vierges est apportée conformément au point 3.

La preuve de la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

— soit le label "certifié PEFC et recyclé" (<http://www.pefc.org/>). Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée PEFC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale en ces fibres est réputée atteindre 70 %;

— soit le label "FSC Mixed". Si ce label ne spécifie pas la quantité totale de matière première certifiée FSC et de matière première recyclée post-consumer, la quantité totale de ces fibres est réputée atteindre 70 %;

b) en l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels ou certificats précités, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou certificats ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu.

Ce dossier ou ce rapport doit établir la teneur totale en fibres recyclées post-consumer et en fibres provenant de forêts gérées durablement.

Par organismes reconnus, on entend les laboratoires d'essai, de calibrage, les organismes d'inspection et de certification reconnus conformes aux normes européennes leur applicables. Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

#### 2.4.2. Procédé de blanchiment.

La preuve que la pâte ayant servi à la fabrication du papier n'a pas été blanchie ou a été blanchie par un procédé ECF ou TCF est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

— soit l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique (2002/741/CE);

— soit le Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;

— soit l'Environmental Label German "Blue Angel" : Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14.

Les soumissionnaires joignent à leur offre la preuve de la labellisation du produit qu'ils proposent;

b) en l'absence de label :

Si un produit répond à cette spécification technique sans porter un des labels, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu. Par organismes reconnus, on entend les laboratoires d'essai, de calibrage, les organismes d'inspection et de certification reconnus conformes aux normes européennes leur applicables. Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

#### 2.4.3. Absence d'azurants optiques nocifs pour l'environnement, de polymères synthétiques, colles, enduits ou colorants classés comme cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction au sens de la Directive 67/548/CEE.

La preuve de l'absence de substances énumérées ci-avant est apportée par un des moyens suivants :

a) un label :

— soit l'Ecolabel européen pour le papier à copier et le papier graphique (2002/741/CE);

— soit le Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;

— soit l'Environmental Label German "Blue Angel" : Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14.

Les soumissionnaires joignent à leur offre la preuve de la labellisation du produit qu'ils proposent;

b) en l'absence de label :

Si un produit répond aux spécifications techniques sans porter un des labels, la preuve de la conformité à ces spécifications doit être apportée sous la forme préconisée par le règlement relatif à ces labels ou sous une forme équivalente, tel qu'un dossier technique du fabricant ou un rapport d'essai d'un organisme reconnu. Par organismes reconnus, on entend les laboratoires d'essai, de calibrage, les organismes d'inspection et de certification reconnus conformes aux normes européennes leur applicables. Le pouvoir adjudicateur accepte les certificats émanant d'organismes reconnus dans d'autres Etats membres.

#### 2.4.4. Emballage et mode de conditionnement.

La preuve du respect des spécifications techniques relatives à l'emballage est apportée par un dossier technique du fabricant.

La preuve du respect éventuel de l'un ou de l'ensemble des critères d'attribution relatifs au mode de conditionnement est apportée par un dossier technique du fabricant ou du distributeur.

### 3. Entrée en vigueur.

La présente circulaire entre en vigueur quatre mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juin 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/202697]

## 3. JUNI 2009 — Rundschreiben der Wallonischen Regierung betreffend den Ankauf von Kopier- oder Druckpapier

Die Wallonische Regierung hat bei ihrer Sitzung vom 29. März 2007 einen globalen Aktionsplan genehmigt, der darauf abzielt, soziale und umweltrelevante Klauseln in die öffentlichen Aufträge in der Wallonischen Region einzufügen.

Die Region und die anderen öffentlichen Behörden sollen im Rahmen ihrer jeweiligen Befugnisse beispielhaft agieren und in ihren Aktivitäten dem Umweltschutz einen hohen Stellenwert einräumen, insbesondere wenn sie öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge vergeben.

Zu diesem Zweck werden in den Sonderlastenheften der Dienststellen der Wallonischen Regierung Anforderungen vorgesehen, die vorliegendem Rundschreiben genügen.

Auch die von der Wallonischen Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, die Provinzen, die Gemeinden und die von ihnen abhängenden Organe, die als öffentlicher Auftraggeber gelten, sowie die Vereinigungen, die aus einem oder mehreren vorgenannten öffentlichen Auftraggebern zusammengesetzt sind, werden gebeten, sich diese Anforderungen zu Eigen zu machen.

## 1. Anwendungsbereich, Definitionen und ergänzende Empfehlungen an die öffentlichen Auftraggeber

## 1.1. Gegenstand

In allen öffentlichen Aufträgen, die den Ankauf oder die Benutzung von Kopier- oder Druckpapier betreffen, muss umweltfreundliches Papier verlangt werden.

## 1.2. Definitionen

1. Kopier- oder Druckpapier: Papier (einschließlich des Papiers mit Briefkopf), das dazu bestimmt ist, in Druckern, Kopiergeräten, Faxgeräten, ... benutzt zu werden, das in Bögen oder Rollen verkauft wird, und das eine Flächenmasse von höchstens 170 g/m<sup>2</sup> aufweist, mit Ausnahme der Formulare und sonstigen vorgedruckten Dokumente, der Spezialpapierarten (selbstklebendes Papier, Etiketten, ...) und der Fertigprodukte, wie Schreibblöcke, Hefte, Kalender oder Agenden.

2. Umweltfreundliches Papier: ein Papier, das beiden nachstehenden kumulativen Bedingungen genügt:

a) seine Erzeugung erfolgte ohne oder nur mit wenigen umweltschädlichen Stoffen, sowohl im Stadium der Erzeugung des Zellstoffs als im Stadium der Erzeugung des Papiers selbst;

b) es besteht aus folgenden Bestandteilen:

— entweder aus 100% rezyklierten Fasern;

— oder aus 100% neuen Fasern aus gesetzlich erlaubten Quellen. In diesem Fall ist der Prozentsatz von Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern wenigstens 70% ;

— oder aus einer Mischung von rezyklierten und neuen Fasern. In diesem Fall stammen die neuen Fasern aus gesetzlich erlaubten Quellen und die Summe des Prozentsatzes der "post consumer" rezyklierten Fasern und des Prozentsatzes der neuen Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern ist mindestens 70%.

3. Neue Fasern aus gesetzlich erlaubten Quellen: neue Fasern

— entweder aus in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union befindlichen Wäldern, die in Übereinstimmung mit der anwendbaren nationalen Gesetzgebung bewirtschaftet werden;

— **oder aus außerhalb der Europäischen Union bewirtschafteten Wäldern**, und die aufgrund einer FLEGT-Genehmigung (FLEGT = Forest Law Enforcement, Governance and Trade) eingeführt werden, nach der Bestimmung der Verordnung (EG) des Rates vom 20. Dezember 2005 zur Einrichtung eines FLEGT-Genehmigungssystems für Holzeinfuhren in die Europäische Gemeinschaft.

4. Nachhaltig bewirtschaftete Wälder: Wälder, deren nachhaltige Bewirtschaftung durch eine unabhängige Stelle aufgrund von international anerkannten Kriterien zertifiziert worden ist. Unter "international anerkannten Kriterien" versteht man insbesondere die Grundsätze und Maßnahmen nach Pos. 3 der Anlage zum EU-Umweltzeichen für Kopierpapier und grafisches Papier (Entscheidung 2002/741/EG) oder jede spätere offizielle Fassung dieser Grundsätze und Maßnahmen.

5. "Post consumer" rezyklierte Fasern: rezyklierte Fasern, die von gebrauchten Papierprodukten stammen. Die Fasern, die von Fertigungsausschuss aus Papierfabriken stammen, gelten nicht als "post consumer" rezyklierte Fasern.

## 1.3. Ergänzende Empfehlungen

Bestimmte Eigenschaften gehören nicht zur Definition des umweltfreundlichen Papiers, können jedoch ergänzend empfohlen werden:

## 1. Opazität des Papiers

Die Benutzer von Kopier- oder Druckpapier werden dazu ermuntert, beidseitig zu drucken, um den Papierverbrauch zu senken. Um den beiderseitigen Druck zu fördern, ist es relevant, in den technischen Spezifikationen zweckmäßige Anforderungen betreffend die Opazität des Papiers anzugeben.

Zu diesem Zweck kann der öffentliche Auftraggeber folgende technische Spezifikation anwenden: "Die Opazität des Papiers ist mindestens 90% nach der Norm ISO 2471. Die Einhaltung dieser technischen Spezifikation ist durch einen Prüfbericht des Herstellers oder einer anerkannten Stelle nachzuweisen, wobei diese Prüfung nach der Norm ISO 2471 stattfindet."

## 2. Weißheitsgrad des Papiers

Der Weißheitsgrad des Papiers ergibt sich aus der Benutzung von chemischen Zusatzmitteln bei der Produktion. Zur Einschränkung der Benutzung solcher Zusatzmittel kann der öffentliche Auftraggeber auf die Normen ISO 11475 und ISO 11476 hinweisen.

## 3. Vereinbarkeit zwischen dem Papier und den Kopier- und Druckgeräten

Es wird den öffentlichen Auftraggebern empfohlen, von den Submittenten eine Garantie bezüglich der Vereinbarkeit des vorgeschlagenen Papiers mit seinen Geräten zu verlangen, die in der Anlage zum Lastenheft angeführt werden.

## 4. Alterungsbeständigkeit

Im Hinblick auf die Archivierung wird eine zureichende Alterungsbeständigkeit empfohlen. Der öffentliche Auftraggeber kann sich auf die Norm DIN 6738 beziehen.

## 2. Umweltklauseln

### 2.1. Einleitende Anmerkung

Das Ziel, umweltfreundliches Papier anzukaufen, wird durch die Kombination von technischen Spezifikationen und Zuschlagskriterien erreicht.

### 2.2. Technische Spezifikationen

#### 2.2.1. Rohstoffe

Nur folgende Papiersorten werden akzeptiert:

- entweder Papier, das aus 100% rezyklierten Fasern besteht, worunter mindestens 65% "post consumer" Fasern;
- oder Papier, das aus 100% neuen Fasern aus gesetzlich erlaubten Quellen stammt. In diesem Fall vertritt der Prozentsatz von Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern wenigstens 70%;
- oder aus einer Mischung von rezyklierten und neuen, aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern stammenden Fasern. Die Summe der "post consumer" rezyklierten Fasern und der Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern gleicht mindestens 70%. Die Gesamtheit der neuen Fasern stammt von gesetzlich erlaubten Quellen.

#### 2.2.2. Bleichverfahren

Nur folgende Papiersorten werden akzeptiert:

- entweder Papier ab einem nicht gebleichten Zellstoff,
- oder Papier ab Zellstoff, der einem ECF- (elementary chlorine free) oder TCF- (totally chlorine free) Bleichverfahren unterworfen worden ist.

#### 2.2.3. Chemische Stoffe

Das Papier muss ohne Zufügen von optischen Aufhellern hergestellt worden sein, denen zum Zeitpunkt der Anwendung eine der folgenden Gefahrenbezeichnungen (ggf. kombiniert) zugeordnet wird oder werden kann: R50, R51, R52 und R53.

Das Papier muss von synthetischen Polymeren, Klebstoffen, Auftragsmitteln oder Farbstoffen frei sein, die im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG als krebserregend, erbgutverändernd oder fruchtschädigend eingestuft werden.

#### 2.2.4. Verpackungen

Mindestens 80% der Fasern der Verpackungen sind "post consumer" rezyklierte Fasern und/oder neue Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern.

Die Verpackungen dürfen weder PVC (Polyvinylchlorid) noch PVDC (Polyvinylidenchlorid) enthalten.

Das Verpackungspapier und der Verpackungskarton werden ab nicht gebleichtem Zellstoff oder ab Zellstoff, das einem ECF- oder TCF-Bleichverfahren unterworfen wurde, hergestellt.

### 2.3. Zuschlagskriterien

Die auf der Umweltfreundlichkeit basierenden Zuschlagskriterien zählen für 17 Punkte von 100, die wie folgt verteilt sind:

- Ursprung der Rohstoffe: 15 Punkte;
- Verpackungsmodus: 2 Punkte.

Die Benotungssysteme werden nachstehend erläutert.

#### 2.3.1. Rohstoffe (Höchstnote: 15 Punkte)

Bei einem aus 100% rezyklierten Fasern bestehenden Papier: 0,15 Punkte pro Prozent "post consumer" rezyklierte Fasern in der Zusammensetzung des Papiers.

Bei einem aus 100% neuen Fasern bestehenden Papier: 0,10 Punkte pro Prozent Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern.

Bei einem aus neuen und rezyklierten Fasern bestehenden Papier: 0,15 Punkte pro Prozent "post consumer" rezyklierte Fasern und 0,10 Punkte pro Prozent Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern. Wenn die Beweismittel des Submittenten nur die Gesamtmenge dieser beiden Arten von Fasern angeben, ohne weitere Information über deren jeweilige Verhältnisse, wird eine Note von 0,10 Punkten pro Prozent "post consumer" rezyklierte Fasern und pro Prozent Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern gegeben.

#### 2.3.2. Verpackungsmodus (Höchstnote: 2 Punkte)

Es wird 1 Punkt erzielt, wenn das Papier auf wiederverwendbaren Paletten (Euro-Paletten oder gleichwertigen Paletten) geliefert wird.

Es wird 1 Punkt erzielt, wenn die Verpackung der Paletten keine Plastikfolie aufweist.

### 2.4. Nachweis der Übereinstimmung

#### 2.4.1. Ursprung der Fasern

##### 1. Rezyklierte Fasern und "post consumer" Fasern

Der Beweis betreffend den Gesamtgehalt an rezyklierten Fasern und den Gehalt an "post consumer" Fasern wird durch eines der folgenden Mittel erbracht:

##### a) ein Gütezeichen:

- entweder das Umweltzeichen "Blue Angel": Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14. In diesem Fall ist der Gehalt an "post consumer" Fasern 100%;
- oder das Gütezeichen "PEFC-zertifiziert und rezykliert" () wenn dieses angibt, dass der Prozentsatz der rezyklierten Rohstoffe 100 % beträgt. In diesem Fall ist der Gehalt an "post consumer" Fasern 100%;
- oder das Gütezeichen "FSC Recycled 100 %". In diesem Fall ist der Gehalt an "post consumer" Fasern 100 %;

##### b) wenn kein Gütezeichen vorhanden ist:

Wenn ein Produkt den technischen Spezifikationen genügt, ohne über eines der oben angeführten Zertifikate oder Gütezeichen zu verfügen, wird der Beweis der Übereinstimmung mit diesen Spezifikationen auf die in der Regelung betreffend diese Zertifikate oder Gütezeichen vorgesehene Weise gebracht, oder aber auf eine gleichwertige Weise, wie z.B. durch eine technische Akte des Herstellers oder einen Prüfbericht einer anerkannten Stelle.

In dieser Akte oder in diesem Bericht muss der Gesamtgehalt an rezyklierten Fasern sowie an "post consumer" Fasern angegeben werden.

Unter anerkannter Stelle versteht man die Prüf- und Eichlaboratorien sowie die Inspektions- und Zertifizierungsstellen, die mit den anwendbaren europäischen Normen übereinstimmen. Der öffentliche Auftraggeber erkennt Zertifikate von in anderen Mitgliedstaaten ansässigen anerkannten Stellen.

## 2. Neue Fasern aus gesetzlich erlaubten Quellen

Der Beweis der Gesetzmäßigkeit der Quellen wird durch eines der nachstehenden Mittel erbracht:

- für aus außerhalb der Europäischen Union stammenden Quellen: eine FLEGT-Genehmigung (FLEGT = Forest Law Enforcement, Governance and Trade) nach der Bestimmung der Verordnung (EG) des Rates vom 20. Dezember 2005 zur Einrichtung eines FLEGT-Genehmigungssystems für Holzeinfuhren in die Europäische Gemeinschaft, unter Angabe der Quelle der Fasern;
- das EU-Umweltzeichen für Kopierpapier und grafisches Papier (2002/741/EG), unter Angabe der Quelle der Fasern;
- das Umweltzeichen Nordic Swan: Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document, unter Angabe der Quelle der Fasern;
- die FSC-Zertifizierung (Forest Stewardship Council) (<http://www.fsc.org/>), unter Angabe der Quelle der Fasern;
- die PEFC-Zertifizierung (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes) (<http://www.pefc.org/>), unter Angabe der Quelle der Fasern;
- für aus der Europäischen Union stammenden Fasern, ein amtliches Dokument von der zuständigen Behörde des Mitgliedstaates, aus dem die Fasern stammen, oder von einer anerkannten Stelle, in dem die Gesetzmäßigkeit der Quelle bescheinigt wird.

## 3. Neue Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern

Der Beweis betreffend den Gehalt an neuen Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern wird durch eins der nachstehenden Mittel erbracht:

- die FSC-Zertifizierung (Forest Stewardship Council) (<http://www.fsc.org/>);
- die PEFC-Zertifizierung (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes) (<http://www.pefc.org/>);
- das EU-Umweltzeichen für Kopierpapier und grafisches Papier (2002/741/EG);
- eine gleichwertige Zertifizierung, die durch eine unabhängige Stelle ausgestellt wird, die alle internationalen Kriterien anwendet, die durch die beiden vorgenannten Zertifizierungen angewandt werden, und durch die garantiert wird, dass das Holz aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern stammt.

Die Submittenten fügen ihrem Angebot den Beweis der Zertifizierung bei; bei einer anderen Zertifizierung als die FSC- oder PEFC-Zertifizierung werden alle sonstigen Dokumente und Bescheinigungen beigefügt, die die Einhaltung der minimalen Zertifizierungskriterien nachweisen.

## 4. Bei einem aus neuen und rezyklierten Fasern zusammengesetzten Papier:

Der Beweis der Gesetzmäßigkeit der Quellen wird gemäß Punkt 3 erbracht.

Der Beweis betreffend den Gesamtgehalt an "post consumer" rezyklierten Fasern und aus Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern wird durch eines der nachstehenden Mittel erbracht:

### a) ein Gütezeichen:

- entweder das Gütezeichen "PEFC zertifiziert und rezykliert" (<http://www.pefc.org/>). Wenn dieses Gütezeichen den Gesamtgehalt an PEFC-zertifizierten Rohstoffen und "post consumer" rezyklierten Rohstoffen nicht bestimmt, gilt, dass der Gesamtgehalt dieser Fasern 70% erreicht;
- oder das Gütezeichen "FSC Mixed". Wenn dieses Gütezeichen den Gesamtgehalt an FSC-zertifizierten Rohstoffen und "post consumer" rezyklierten Rohstoffen nicht bestimmt, gilt, dass der Gesamtgehalt dieser Fasern 70% erreicht;

### b) wenn kein Gütezeichen vorhanden ist:

Wenn ein Produkt den technischen Spezifikationen genügt, ohne über eins der oben angeführten Zertifikate oder Gütezeichen zu verfügen, wird der Beweis der Übereinstimmung mit diesen Spezifikationen auf die in der Regelung betreffend diese Zertifikate oder Gütezeichen vorgesehene Weise gebracht, oder aber auf eine gleichwertige Weise, wie z.B. durch eine technische Akte des Herstellers oder einen Versuchsbericht einer anerkannten Stelle.

In dieser Akte oder in diesem Bericht muss der Gesamtgehalt an "post consumer" rezyklierten Fasern sowie an Fasern aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern angegeben werden.

Unter anerkannter Stelle versteht man die Prüf- und Eichlaboratorien sowie die Inspektions- und Zertifizierungsstellen, die mit den anwendbaren europäischen Normen übereinstimmen. Der öffentliche Auftraggeber erkennt Zertifikate von in anderen Mitgliedstaaten ansässigen anerkannten Stellen.

### 2.4.2. Bleichverfahren.

Der Beweis, dass der Zellstoff, der zur Herstellung des Papiers gedient hat, nicht gebleicht oder aber durch ein ECF oder TCF Verfahren gebleicht worden ist, wird durch eines der folgenden Mittel erbracht:

### a) ein Gütezeichen:

- entweder das EU-Umweltzeichen für Kopierpapier und grafisches Papier (2002/741/EG);
- oder das Umweltzeichen Nordic Swan: Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;
- oder das Environmental Label German "Blue Angel": Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14.

Die Submittenten fügen ihrem Angebot den Beweis dafür bei, dass die von ihnen vorgeschlagenen Produkte über das entsprechende Gütezeichen verfügen;

### b) wenn kein Gütezeichen vorhanden ist:

Wenn ein Produkt dieser technischen Spezifikation genügt, ohne über ein Gütezeichen zu verfügen, wird der Beweis der Übereinstimmung mit dieser Spezifikation auf die in der Regelung betreffend diese Gütezeichen vorgesehene Weise gebracht, oder aber auf eine gleichwertige Weise, wie z.B. durch eine technische Akte des Herstellers oder einen Prüfbericht einer anerkannten Stelle. Unter anerkannter Stelle versteht man die Prüf- und Eichlaboratorien sowie die Inspektions- und Zertifizierungsstellen, die mit den anwendbaren europäischen Normen übereinstimmen. Der öffentliche Auftraggeber erkennt Zertifikate von in anderen Mitgliedstaaten ansässigen anerkannten Stellen.

2.4.3. Nichtvorhandensein von optischen Aufhellern, synthetischen Polymeren, Klebstoffen, Auftragsmitteln oder Farbstoffen, die im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG als krebserregend, erbgutverändernd oder fruchtschädigend eingestuft werden.

Der Beweis des Nichtvorhandenseins der vorgenannten Substanzen wird durch eines der folgenden Mittel erbracht:

a) ein Gütezeichen:

- entweder das EU-Umweltzeichen für Kopierpapier und grafisches Papier (2002/741/EG);
- oder das Umweltzeichen Nordic Swan: Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;
- oder das Environmental Label German "Blue Angel": Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14.

Die Submittenten fügen ihrem Angebot den Beweis dafür bei, dass die von ihnen vorgeschlagenen Produkte über das entsprechende Gütezeichen verfügen;

b) wenn kein Gütezeichen vorhanden ist:

Wenn ein Produkt den technischen Spezifikationen genügt, ohne über eins der oben angeführten Gütezeichen zu verfügen, wird der Beweis der Übereinstimmung mit diesen Spezifikationen auf die in der Regelung betreffend diese Gütezeichen vorgesehene Weise gebracht, oder aber auf eine gleichwertige Weise, wie z.B. durch eine technische Akte des Herstellers oder einen Versuchsbericht einer anerkannten Stelle. Unter anerkannter Stelle versteht man die Prüf- und Eichlaboratorien sowie die Inspektions- und Zertifizierungsstellen, die mit den anwendbaren europäischen Normen übereinstimmen. Der öffentliche Auftraggeber erkennt Zertifikate von in anderen Mitgliedstaaten ansässigen anerkannten Stellen.

#### 2.4.4. Verpackung

Der Beweis der Einhaltung der technischen Spezifikationen betreffend die Verpackung wird durch eine technische Akte des Herstellers erbracht.

Der Beweis der etwaigen Einhaltung eines oder der gesamten Zuschlagskriterien in Zusammenhang mit dem Verpackungsmodus wird durch eine technische Akte des Herstellers oder Verteilers erbracht.

Inkrafttreten

Das vorliegende Rundschreiben tritt vier Monate nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.  
Namur, den 3. Juli 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/202697]

### 3 JUNI 2009. — Omzendbrief van de Waalse Regering voor de aankoop van kopieer- of drukpapier

Op haar vergadering van 29 maart 2007 heeft de Waalse Regering een globaal actieplan goedgekeurd om sociale en leefmilieubedingen op te nemen in de overheidsopdrachten in het Waalse Gewest.

Het Gewest en de andere overheden hebben, elk in het kader van zijn bevoegdheden, een voorbeeldfunctie en moeten de zorg voor het milieu in daden omzetten in hun respectievelijke activiteiten, w.o. de overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten die ze uitschrijven.

De diensten van de Waalse Regering voorzien daartoe, in hun bijzondere bestekken, bedingen die overeenstemmen met deze omzendbrief.

Er wordt van volgende instanties verzocht dat ze, elk wat haar betreft, hetzelfde doen: de openbare instellingen die van het Waalse Gewest afhangen, de provincies en de gemeenten, evenals de instellingen die ervan afhangen en die de hoedanigheid hebben van aanbestedende overheid, de verenigingen opgericht door één of meerdere bovenbedoelde aanbestedende overheden.



1. Toepassingsgebied, begripsomschrijvingen en bijkomende aanbevelingen ten behoeve van de aanbestedende overheden.

#### 1.1. Doel.

Elke overheidsopdracht die de aankoop of het gebruik van kopieerpapier en/of drukpapier betreft, slaat op milieuvriendelijk papier.

#### 1.2. Begripsomschrijvingen.

1° Kopieer- of drukpapier : papier dat gebruikt wordt in printers, fotokopieertoestellen, faxapparaten, ... daarbij inbegrepen papier met briefhoofden, verkocht als bladen of in rollen met een gramgewicht lager dan of gelijk aan 170 g/m<sup>2</sup>, met uitsluiting van de formulieren en ander voorgedrukte documenten, speciaal papier (autokopieërend papier, etiketten,...) en afgewerkte producten zoals blokken bladen, schriften, kalenders of agenda's.

2° Milieuvriendelijk papier : papier dat tegelijk aan beide volgende voorwaarden voldoet :

a) het werd vervaardigd zonder (al te veel) een beroep te doen op milieuschadelijke stoffen zowel tijdens de productie van papierpap als bij de productie van het papier zelf;

b) het bestaat uit :

- ofwel 100 % gerecycleerde vezels;
- ofwel 100 % maagdelijke vezels uit wettelijke bronnen. In dat geval bedragen de vezels uit duurzaam beheerde wouden minstens 70 %;
- ofwel een mengsel van gerecycleerde en maagdelijke vezels. In dat geval zijn de maagdelijke vezels uit wettelijke bronnen en de som van het percentage van gerecycleerde "post consumptie" vezels en het percentage maagdelijke vezels uit duurzaam beheerde wouden goed voor minstens 70 %.

3° Maagdelijke vezels uit wettelijke bronnen : maagdelijke vezels uit :

- ofwel wouden gelegen in een lidstaat van de Europese Unie en beheerd overeenkomstig de geldende nationale wetgevingen;
- ofwel wouden beheerd buiten de Europese Unie en ingevoerd onder bescherming van een "FLEGT" vergunning (Forest Law Enforcement, Governance and Trade) zoals omschreven bij Verordening (EG) nr. 2173/2005 van de Raad van 20 december 2005 inzake de opzet van een FLEGT-vergunningensysteem voor de invoer van hout in de Europese Gemeenschap.

4° Duurzaam beheerde wouden : wouden waarvan het duurzaam beheer gecertificeerd is door een onafhankelijke instantie op grond van internationaal erkende criteria. Onder internationaal erkende criteria worden meer bepaald de beginselen en maatregelen verstaan bedoeld in punt 3 van de bijlage bij het Europese ecolabel voor kopieer- en grafisch papier (Beschikking 2002/741/EG) of elke latere officiële versie van die beginselen en maatregelen.

5° Gerecycleerde postconsumptievevezels : gerecycleerde vezels uit opgehaald papier. De vezels van afval van papiervervaardiging worden niet als gerecycleerde postconsumptievevezels beschouwd.

#### 1.3. Aanvullende aanbevelingen.

Sommige kenmerken maken eigenlijk niet deel uit van de begripsomschrijving "milieuvriendelijk papier", maar verdienen ter aanvulling aanbevolen te worden :

##### 1° Opaciteit van het papier

De gebruikers van kopieer- of drukpapier worden ertoe aangezet beide kanten van het papier te gebruiken om de papierconsumptie te verminderen. Ter bevordering van het gebruik van beide kanten van het papier dient in de technische specificaties een criterium te worden opgenomen met betrekking tot de opaciteit van het papier.

Daartoe kan de aanbestedende overheid volgende technische specificatie toepassen : "De opaciteit van het papier bedraagt minstens 90 % volgens de norm ISO 2471. De naleving van die technische specificatie wordt aangetoond door een testverslag van de fabrikant of een erkende instantie, uitgevoerd overeenkomstig de norm ISO 2471."

##### 2° Witheid van het papier

De witheid van het papier hangt af van het gebruik van scheikundige hulpmiddelen bij de productie. Om het gebruik van dergelijke hulpmiddelen te beperken, kan de aanbestedende overheid verwijzen naar de normen ISO 11475 en ISO 11476.

##### 3° Compatibiliteit van het papier met park van fotokopieermachines en printers.

Het wordt de aanbestedende overheid aangeraden van de inschrijvers de waarborg te vragen dat het voorgestelde papier compatibel is met haar machinepark waarvan de lijst opgenomen wordt als bijlage bij het bestek.

##### 4° Verouderingsbestendigheid

Voor de archiveringsfuncties wordt aanbevolen te vragen dat het papier voldoende verouderingsbestendig is. Daarvoor kan de aanbestedende overheid de norm DIN 6738 gebruiken.

## 2. Leefmilieuclausules.

### 2.1. Inleidende bemerking.

Het doel, namelijk de aankoop van milieuvriendelijk papier, wordt nagestreefd via een combinatie van technische specificaties en toewijzingscriteria.

### 2.2. Technische specificaties

#### 2.2.1. Grondstoffen

Er worden enkel aangenomen :

- ofwel papier bestaande uit 100 % gerecycleerde vezels met minstens 65 % postconsumptievevezels;
- ofwel 100 % maagdelijke vezels uit wettelijke bronnen. In dat geval bedragen de vezels uit duurzaam beheerde wouden minstens 70 %;
- ofwel een mengsel van gerecycleerde en maagdelijke vezels uit duurzaam beheerde wouden. De som van de gerecycleerde postconsumptievevezels en vezels uit duurzaam beheerde wouden moet minstens 70 % bedragen. De gezamenlijke maagdelijke vezels moeten afkomstig zijn van wettelijke bronnen.

#### 2.1.2. Bleekmethode.

Enkel toegelaten worden :

- ofwel papier vervaardigd met ongebleekt papierpap;
- ofwel papier vervaardigd met papierpap dat ECF of TCF gebleekt werd (namelijk "elementary chlorine free" of "totally chlorine free").

#### 2.1.3. Chemische stoffen.

Het papier dient vervaardigd te worden zonder toevoeging van optische witmakers waaraan op het ogenblik van de toepassing (eventueel in combinatie) één van de volgende waarschuwingzinnen toegekend wordt (of kan worden) : R50, R51, R52 en R53.

Het papier dient vrij te zijn van kunstmatige polymeren, lijmen, lagen of kleurstoffen die als kankerverwekkend, mutageen of voor de voortplanting vergiftig in de zin van Richtlijn 67/548/EEG te boek staan.

#### 2.1.4. Verpakkingen.

Minstens 80 % van de vezels van de verpakkingen bestaan uit gerecycleerde postconsumptievezels en/of maagdelijke vezels uit duurzaam beheerde wouden.

Polyvinylchloride (PVC) en polyvinylideenchloride (PVDC) worden niet aanvaard in verpakkingen.

Papier en verpakkingskarton worden vervaardigd uit ongebleekt papierpap of uit ECF of TCF gebleekt papierpap.

#### 2.3. Toewijzingscriteria.

De toewijzingscriteria die gegrond zijn op milieuvriendelijkheid hebben een waarde van 17 punten op 100, verdeeld als volgt :

- de oorsprong van de grondstoffen : 15 punten;
- de verpakkingswijze : 2 punten.

Hierna wordt nader ingegaan op het systeem voor toewijzing van de punten.

##### 2.3.1. Grondstoffen (maximale toewijzing van 15 punten)

Bij papier dat is samengesteld uit 100 % gerecycleerde vezels wordt er 0,15 punten toegewezen per % gerecycleerde postconsumptievezels die deel uitmaken van de samenstelling van het papier.

Bij papier dat is samengesteld uit 100 % maagdelijke vezels wordt 0,10 punt toegewezen per % vezels uit duurzaam beheerde wouden.

Bij papier dat is samengesteld uit maagdelijke vezels en gerecycleerde vezels wordt 0,15 punt toegewezen per % gerecycleerde postconsumptievezels en 0,10 punt per % uit duurzaam beheerde wouden. Als de bewijsmiddelen, ingebracht door de inschrijver, enkel het totaal van beide soorten vezels vermelden zonder informatie te verschaffen over hun respectievelijke verhoudingen, wordt er 0,10 punt toegekend per % gerecycleerde postconsumptievezels en per % vezels uit duurzaam beheerde wouden.

##### 2.3.2. Verpakkingswijze (toewijzing van maximum 2 punten).

Er wordt 1 punt toegekend voor het papier dat geleverd wordt op herbruikbare paletten van het type "europaletten" of gelijkwaardig.

Er wordt 1 punt toegekend voor papier dat verpakt is op paletten die niet ingebonden zijn met plastic folie.

#### 2.4. Bewijzen van conformiteit.

##### 2.4.1. Oorsprong van de vezels.

###### 1° Gerecycleerde vezels en gerecycleerde postconsumptievezels.

Het totaalgehalte aan gerecycleerde vezels en aan postconsumptievezels wordt aangetoond aan de hand van één van de volgende middelen :

###### a) een label :

— ofwel het ecologische label "Blue Angel" : Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14. In dat geval is het gehalte aan postconsumptievezels 100 % waard;

— ofwel het label "gecertificeerd PEFC en gerecycleerd" (<http://www.pefc.org>) als dat label vermeldt dat het percentage aan gerecycleerde grondstoffen 100 % bedraagt. In dat geval is het gehalte aan postconsumptievezels 100 % waard;

— ofwel het label "FSC Recycled 100 %". In dat geval is het gehalte aan postconsumptievezels 100 % waard.

###### b) Indien er geen label voorhanden is :

Als een product beantwoordt aan de technische specificaties zonder één van die labels of certificaten te dragen, dient de conformiteit met die specificaties te worden aangetoond in de vorm aanbevolen door de verordening met betrekking tot die labels of certificaten of in een gelijkwaardige vorm zoals een technisch dossier van de fabrikant of een testverslag van een erkende instantie.

Dat dossier of dat verslag moet zowel het totaalgehalte aan gerecycleerde vezels als het gehalte aan postconsumptievezels vaststellen.

Onder erkende instanties worden de proeflaboratoria, de ijkingslaboratoria, de inspectie-instellingen en de certificatie-instellingen, erkend overeenkomstig de voor hen geldende Europese normen, verstaan. De aanbestedende overheid aanvaardt de certificaten uitgaande van instanties die erkend zijn in andere lidstaten.

###### 2° Maagdelijke vezels afkomstig van wettelijke bronnen :

Het wettelijk karakter van de bronnen van vezels wordt aangetoond aan de hand van één van de volgende middelen :

— voor de vezels afkomstig van buiten de Europese Unie, een FLEGT-vergunning zoals omschreven bij Verordening (EG) nr. 2173/2005 van de Raad van 20 december 2005 inzake de opzet van een FLEGT-vergunningensysteem voor de invoer van hout in de Europese Gemeenschap, met nadere opgave van de bron van de vezels;

— het Europees Ecolabel voor het kopieerpapier en het grafisch papier (2002/741/EG), met nadere opgave van de bron van de vezels;

— het Ecolabel Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document, met nadere opgave van de bron van de vezels;

— de "FSC-certificering" (namelijk Forest Stewardship Council, <http://www.fsc.org>), met nadere opgave van de bron van de vezels;

— de "PEFC-certificering" (namelijk Program for the Endorsement of Forest Certification schemes, <http://www.pefc.org>), met nadere opgave van de bron van de vezels;

— voor de vezels uit de Europese Unie, een officieel document uitgaande van de bevoegde overheid van de lidstaat waarvan de vezels afkomstig zijn, of van een erkende instantie waarbij het wettelijk karakter van de bron van de vezels bevestigd wordt.

3° Maagdelijke vezels uit duurzaam beheerde wouden.

Het gehalte aan maagdelijke vezels uit duurzaam beheerde wouden wordt aangetoond aan de hand van één van de volgende middelen :

- de "FSC-certificering" (namelijk Forest Stewardship Council,);
- de "PEFC-certificering" (namelijk Program for the Endorsement of Forest Certification schemes,);
- het Europese ecolabel voor kopieerpapier en grafisch papier (2002/741/EG);
- een gelijkwaardige certificering uitgevoerd door een onafhankelijke instantie die de gezamenlijke internationale criteria, beoogd door één van beide voorgaande certificeringen, toepast en waarbij gegarandeerd wordt dat het hout afkomstig is van duurzaam beheerde wouden.

De inschrijvers voegen bij hun bod het bewijs van de certificering en, bij een andere certificering dan FSC of PEFC, alle documenten en attesten waaruit blijkt dat de minimale selectiecriteria nageleefd worden.

4° Bij papier dat is samengesteld uit gerecycleerde vezels en maagdelijke vezels.

Het wettelijk karakter van de bronnen van maagdelijke vezels wordt aangetoond aan de hand van één van de volgende middelen :

Het totaalgehalte aan gerecycleerde postconsumptievezels uit duurzaam beheerde wouden wordt aangetoond aan de hand van één van de volgende middelen :

a) een label :

— ofwel het label "PEFC gecertificeerde en gerecycleerd" (<http://www.pefc.org>). Als dat label de totale hoeveelheid gecertificeerde PEFC grondstoffen en gerecycleerde postconsumptiegrondstoffen niet vermeldt, wordt de totale hoeveelheid van die vezels geacht 70 % te bereiken;

— ofwel het label "FSC Mixed". Als dat label de totale hoeveelheid gecertificeerde FSC-grondstoffen en gerecycleerde postconsumptiegrondstoffen niet vermeldt, wordt de totale hoeveelheid van die vezels geacht 70 % te bereiken;

b) Indien er geen label voorhanden is :

Als een product beantwoordt aan de technische specificaties zonder één van die labels of certificaten te dragen, dient de conformiteit met die specificaties te worden aangetoond in de vorm aanbevolen door de verordening met betrekking tot die labels of certificaten of in een gelijkwaardige vorm zoals een technisch dossier van de fabrikant of een testverslag van een erkende instantie.

Dat dossier of dat verslag moet zowel het totaalgehalte aan gerecycleerde postconsumptievezels als het gehalte aan vezels uit duurzaam beheerde wouden vaststellen.

Onder erkende instanties worden de proeflaboratoria, de ijkinglaboratoria, de inspectie-instellingen en de certificatie-instellingen erkend overeenkomstig de voor hen geldende Europese normen verstaan. De aanbestedende overheid aanvaardt de certificaten uitgaande van instanties die erkend zijn in andere lidstaten.

#### 2.4.2. Bleekmethode.

Het feit dat het papierpap voor de vervaardiging van papier niet gebleekt werd of gebleekt werd met een ECF- of TCF-procédé wordt aangetoond aan de hand van één van volgende middelen :

a) een label :

- ofwel het Europese ecolabel voor kopieerpapier en grafisch papier (2002/741/EG);
- ofwel het Ecolabel Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;
- ofwel het ecologische label German "Blue Angel" : Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14.

De inschrijvers voegen bij hun bod het bewijs van de productlabelling die zij voorstellen;

b) Indien er geen label voorhanden is :

Als een product beantwoordt aan de technische specificaties zonder één van die labels te dragen, dient de conformiteit met die specificaties te worden aangetoond in de vorm aanbevolen door de verordening met betrekking tot die labels of in een gelijkwaardige vorm zoals een technisch dossier van de fabrikant of een testverslag van een erkende instantie. Onder erkende instanties worden de proeflaboratoria, de ijkinglaboratoria, de inspectie-instellingen en de certificatie-instellingen erkend overeenkomstig de voor hen geldende Europese normen verstaan. De aanbestedende overheid aanvaardt de certificaten uitgaande van instanties die erkend zijn in andere lidstaten.

2.4.3. Afwezigheid van milieuschadelijke optische witmakers, kunstmatige polymeren, lijmen, lagen of kleurstoffen die te boek staan als kankerverwekkend, mutageen of voor de voortplanting vergiftig in de zin van Richtlijn 67/548/EEG.

Het feit dat hierboven opgesomde stoffen afwezig zijn, wordt aangetoond aan de hand van één van de volgende middelen :

a) een label :

- ofwel het Europese ecolabel voor kopieerpapier en grafisch papier (2002/741/EG);
- ofwel het Ecolabel Nordic Swan : Nordic Ecolabelling, Ecolabelling of printing Paper, Criteria Document;
- ofwel het ecologische label German "Blue Angel" : Product Requirements, Recycled Paper RAL-UZ 14.

De inschrijvers voegen bij hun bod het bewijs van de productlabelling die zij voorstellen;

b) Indien er geen label voorhanden is :

Als een product beantwoordt aan de technische specificaties zonder één van die labels te dragen, dient de conformiteit met die specificaties te worden aangetoond in de vorm aanbevolen door de verordening met betrekking tot die labels of in een gelijkwaardige vorm zoals een technisch dossier van de fabrikant of een testverslag van een erkende instantie. Onder erkende instanties worden de proeflaboratoria, de ijkinglaboratoria, de inspectie-instellingen en de certificatie-instellingen erkend overeenkomstig de voor hen geldende Europese normen verstaan. De aanbestedende overheid aanvaardt de certificaten uitgaande van instanties die erkend zijn in andere lidstaten.

## 2.4.4. Verpakking en verpakkingswijze.

Het feit dat de technische specificaties betreffende de verpakking nageleefd worden, wordt aangetoond aan de hand van een technisch dossier van de fabrikant.

Het feit dat één of de gezamenlijke toewijzingscriteria voor de verpakkingswijze eventueel worden nageleefd, wordt aangetoond aan de hand van een technisch dossier van de fabrikant of de verdeler.

## 3. Inwerkingtreding

Dit besluit treedt in werking vier maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 juni 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M.. TARABELLA

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2009/202706]

**Mutation à la demande d'un agent. — Appels à candidatures**

Conformément aux dispositions du Code de la Fonction publique wallonne (article 15, § 2), deux emplois de niveau 1, déclarés vacants le 12 février 2009 au Ministère de la Région wallonne, sont proposés à la mutation à la demande aux agents n'appartenant pas au cadre organique du Ministère de la Région wallonne à la date de la déclaration de vacance.

Les candidatures seront examinées de manière à pourvoir les emplois dans l'ordre des procédures suivantes :

- mutation à la demande interne au Ministère de la Région wallonne;
- mutation à la demande externe au Ministère de la Région wallonne.

## 1) Personnes concernées par le présent appel

Le présent appel est réservé aux agents statutaires occupés à titre définitif au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ou dans un organisme d'intérêt public dont le personnel est soumis au Code de la Fonction publique wallonne à la date de la déclaration de vacance.

## 2) Conditions d'accès aux emplois :

Pour pouvoir prétendre à une mutation dans le cadre de la présente procédure, l'agent doit satisfaire aux conditions suivantes qui doivent être réunies le jour de la déclaration de vacance d'emploi, à savoir le 12 février 2009 et le jour de la mutation :

- a) être titulaire d'un grade du niveau concerné (rang A6 ou A5);
- b) être titulaire du métier exigé pour l'emploi déclaré vacant;
- c) ne pas se trouver dans une position administrative ne permettant pas de faire valoir ses titres à la mutation (disponibilité pour convenance personnelle...);
- d) ne pas avoir obtenu une mutation dans les deux années précédant la demande;
- e) ne pas être affecté à un emploi d'encadrement.

## 3) Remarques importantes :

En vertu de la législation sur l'emploi des langues dans les services du Gouvernement wallon, les agents qui postulent des emplois de langue française doivent disposer de la preuve de la connaissance de la langue française. Cette preuve peut être établie uniquement par la langue du diplôme ou par un certificat délivré par le SELOR/SPR pour le niveau concerné.

Le fonctionnaire qui souhaite invoquer des raisons sociales ou familiales à l'appui de sa demande de mutation doit cocher impérativement la mention prévue à cet effet au point IV de l'acte de candidature. Ce dernier sera alors transmis par la Direction de la Gestion administrative au Service social. Conformément aux dispositions prévues par le Code de la Fonction publique wallonne, l'agent, assisté ou non par une personne de son choix, est ensuite entendu par le Service social qui émet un avis motivé à l'attention du Directeur général dans le mois de la demande.

La mutation est accordée à l'agent du rang le plus élevé qui justifie de l'ancienneté la plus grande. Lorsque des raisons sociales ou familiales sont invoquées, l'agent dont les raisons sont reconnues fondées est prioritaire.

La mutation produira ses effets le premier jour du mois qui suit la décision ou le premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'emploi cesse effectivement d'être occupé.